



“Il n’y a pas de vision politique dans les propositions de la Commission sur la Pac”

Jean-Marie Séronie,

agroéconomiste, auteur de *Pac et mondialisation*, qui sort aux éditions Quae.

Propos recueillis par Rémi Hagel

Pourquoi la Pac est-elle à bout de souffle ?

Au début, la Pac portait sur l'économie et le développement de la production. Au fil des années, des couches supplémentaires se sont ajoutées : territoire, alimentation, environnement, etc. Au point qu'on ne comprend plus la stratégie, ni les agriculteurs, ni les consommateurs, ni les puissances publiques. L'efficacité de la Pac est contestée. Un rapport a montré que l'efficacité environnementale du paiement vert est proche de zéro.

Sur l'efficacité économique, la Pac a réussi à reconquérir le marché intérieur. En revanche, la Commission n'a pas intégré qu'en ouvrant les marchés, on s'exposait à la volatilité. La Commission ne sait pas ou refuse de gérer cette volatilité. Les outils d'intervention disposent d'un budget dérisoire et la Commission se fait tirer l'oreille pour les mettre en œuvre. Enfin, le budget est de plus en plus contesté.

Il est annoncé à la baisse, un danger ?

Pour moi, ce n'est pas le débat principal. L'important n'est pas que le budget baisse, mais que les prix augmentent. A chaque fois, la France se bat sur le budget, mais pas sur le fond. Et on se bat pour un maximum de liberté dans l'application de la Pac, on devient donc acteur d'une renationalisation.

Les propositions dessinent une renationalisation. C'est inquiétant ?

Renationalisation / décentralisation, c'est subtil. Avoir une même politique en Bulgarie ou en France pour la largeur des haies, c'est

aberrant. Mais faire élaborer par chaque Etat un plan stratégique, à valider par la Commission (pas les élus), c'est aller vers une renationalisation complète. A ce rythme, en 2027, on proposera la renationalisation des budgets, et il n'y aura plus de Pac. On ne se sera pas posé de question du point de vue politique, uniquement technocratique. Le problème des propositions de la Commission est qu'il n'y a pas de vision politique. De plus, il n'y a rien sur la gestion des risques et l'environnement est abandonné (laissé aux Etats).

Que faut-il développer ?

Je pense qu'il faut garder la Pac. Il faut redéfinir un socle commun. Je plaide pour qu'on réduise les aides au revenu, qu'on les calcule au nombre d'actifs. Des propositions de la Commission vont en ce sens. On utiliserait une partie du budget pour soutenir des actions d'orientation, pour accompagner la transition économique et environnementale des exploitations. Il s'agirait d'accompagner le changement des systèmes d'exploitation. L'autre point est de construire une structure de gestion des risques européenne, absente pour le moment. Les outils de régulation vont disparaître. Après la dernière intervention sur le lait, l'UE a toujours la poudre sur les bras. La France doit accepter que l'agriculture est entrée dans une économie de marché. Enfin, on doit définir un socle de politique environnementale européenne correspondant au bien public, et agir par interdictions pures (sans lier à des pénalités sur les aides).

“J’insiste sur la désillusion suscitée par les EGA”



Jacques Jaouen, est président de la chambre d'agriculture de Bretagne. Il s'exprimait lors de la conférence de presse du Space donnée ce mardi 28 août à Buléon, dans le Morbihan.

Nathalie Barbe

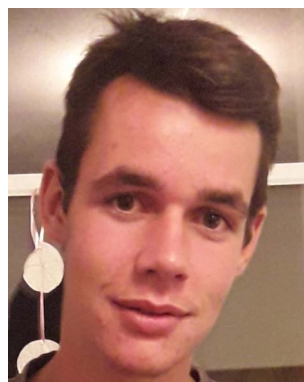
Les Etats généraux de l'Alimentation ont suscité beaucoup d'espoirs. Là, c'est la grande désillusion" lance Jacques Jaouen, devant un parterre de journalistes venus assister à la conférence de présentation du Space. "Nous savons bien que la question des relations commerciales ne se règle pas en claquant des doigts mais tout cet engagement politique pour aboutir à pas grand-chose, cela laisse les campagnes dans l'incertitude." Et d'évoquer le nécessaire retour de la valeur ajoutée vers l'outil de production. "Il y a en porc par exemple un décalage de 18 c d'une grande région à l'autre. Pourquoi ? Réfléchissons à la manière dont nous mettons en vente le porc. Le maillon production demande que les organisations se mettent autour de la table et négocient le marché pour un retour de la valeur ajoutée vers les exploitations." Mêmes récriminations sur le secteur laitier : "Nous avons dit il y a quelques années que les projets d'investissements ne pouvaient pas se faire sans lien avec le marché. Cela ne

s'est pas fait comme ça mais je pense à une coopérative notamment qui devra s'expliquer sur ce qui se passe" menace Jacques Jaouen sans la nommer.

Avoir une stratégie partagée

"Il y a des atouts sur notre territoire. Nous devons donc nous poser la question sur notre façon de vendre les produits. Les EGA ont dégagé le questionnement sur le prix, il faut aller plus loin." Cette contrainte d'un travail sans retour "se vit très mal dans les exploitations. Nous ne pouvons plus continuer comme ça. Soyons vigilants si nous voulons conserver en Bretagne des exploitations dites familiales. Production, transformation, distribution : il faut se battre là-dessus pour que nos jeunes puissent continuer à s'installer. J'insiste vraiment sur la désillusion suscitée par les EGA." Le président de la Chambre régionale profitera du Space pour présenter les résultats d'une étude prospective menée en Bretagne sur la filière avicole. "Il faut avoir une stratégie partagée."

“Continuer à me former par alternance avant de songer à m'installer”



Lou Grenapin, après avoir obtenu son bac pro CGEA par alternance, intègre à la rentrée un BTS Acse, toujours à la MFR de Carquefou, près de Nantes.



Christian Evon

A tout juste 18 ans, Lou Grenapin ne brûle pas les étapes mais fait déjà preuve d'une belle maturité. "Mon père et mes oncles ne sont pas du milieu agricole, aucun ne travaille en ferme." Ce petit-fils d'agriculteur a trouvé sa voie à la MFR de Carquefou. Une fois ses études terminées, c'est tout naturellement qu'il se projette dans le métier d'agriculteur. "Je viens d'obtenir mon bac pro CGEA par alternance sur trois ans. J'enchaîne avec un BTS Acse, toujours sur le même principe." Habitant à La Remaudière, dans le sud-est du département, c'est sur une exploitation de sa commune qu'il s'est "éclaté" trois ans dans le cadre de son stage permanent, à raison de trente semaines par an. "J'ai la chance d'habiter dans une zone agricole. Quand j'ai décidé de changer d'exploitation pour mon BTS, je n'ai pas eu de mal à en trouver une autre. Mon choix s'est porté sur la commune voisine de La Boissière-du-Doré, toujours sur une exploitation de polyculture élevage."

"Tout m'attire dans le métier d'éleveur et dans des structures qui font de l'élevage et des cultures céréalières et fourragères, le travail n'est jamais routinier." Pour sa seconde expérience professionnelle, l'adaptation sur la ferme qu'il découvrira à la rentrée devrait se faire sans accroc. A la MFR de Carquefou, plusieurs autres stages lui ont permis de découvrir d'autres productions, d'autres formes d'agriculture. Et les stages Erasmus à l'étranger sont autant d'occasions de faire et de s'enrichir personnellement. S'installer en système viande n'est pas une sinécure mais il est prêt à relever le défi. Avant cela, il veut continuer à se former. "Après le bac pro, le BTS va m'apporter un bagage intéressant en comptabilité et gestion. C'est important pour la suite, il faut des compétences solides dans tous les domaines pour réussir dans le métier." "Après mon BTS, j'essaierai de connaître d'autres expériences, notamment dans le salariat, afin d'emmagasiner un maximum de choses."